CK.

Conseil d'Etat - Raad van State
LEGISLATION - WETGEVING
- 1 -
X 6 JAN. 1978
Transmis ... Coordination
Overgez. ... de N.

T

L. 12.978/2.

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par les Ministres des Affaires économiques, de la Justice, des Finances et de l'Agriculture et des Classes moyennes, le 10 novembre 1977, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 8 octobre 1976 relatif aux comptes annuels des entreprises", amendé par le Ministre des Affaires économiques le 16 novembre 1977, a donné le 28 novembre 1977 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 10e november 1977 door de Ministers van Economische Zaken, van Justitie, van Financiën en van Landbouw en Middenstand verzocht hun van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 8 oktober 1976 met betrekking tot de jaarrekening van de ondernemingen", door de Minister van Economische Zaken op 16 november 1977 geamendeerd, heeft de 28e november 1977 het volgend advies gegeven :

09. JAN. 1978

PREAMBULE.

Le texte suivant est proposé pour l'alinéa 1er :

"Vu la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises, notamment les articles 4, alinéa 6, 7, alinéa 4, 10 et 11, alinéa 2".

EXAMEN DES ARTICLES.

Article 1er.

Le texte suivant est proposé :

"Article 1er.-

Dans l'article 7 de l'arrêté royal du 8 octobre 1976 relatif aux comptes annuels des entreprises, la disposition suivante est insérée entre les alinéas 1er et 2 :

"Les postes prévus au schéma visé à l'alinéa 1er peuvent être omis s'ils sont sans objet".

Article 2.

Le texte à insérer dans l'article 14 de l'arrêté royal du 8 octobre 1976 devrait mieux faire apparaître les deux hypothèses envisagées.

.../...

La rédaction suivante est proposée :

"Article 2.-

Dans l'article 14 du même arrêté royal, les mots "ou détenus à un autre titre par l'entreprise soit pour compte de tiers soit aux risques et profits de tiers" sont insérés entre les mots "en consignation ou à façon" et les mots "ainsi que".

Article 3.

La phrase liminaire devrait être rédigée comme suit :

"L'article 20 du même arrêté royal est complété par la disposition suivante :".

Dans l'alinéa 3 nouveau de l'article 20, il y a lieu de remplacer le mot "incorporées" par le mot "représentées".

L'expression "valeurs mobilières" ne semble pas correspondre à l'intention du Gouvernement.

Si celle-ci est de viser uniquement les obligations à l'exclusion des actions, le texte suivant est proposé :

.../...

"Les créances qui ne sont pas représentées par des titres obligataires sont portées au bilan pour leur valeur nominale ... (la suite comme au projet) ...".

Article 5.

La rédaction suivante est proposée pour la phrase liminaire :

"L'article 29 du même arrêté est complété par la disposition suivante :

"§ 3. (la suite comme au projet)".

Article 6.

La phrase liminaire devrait être rédigée comme suit :

"Dans l'article 33, alinéa 1er du texte néerlandais du même arrêté, les mots " ... (la suite comme au projet)".

Article 7.

Le texte suivant est proposé pour la phrase liminaire :

"L'article 46 du même arrêté est complété par la disposition suivante :"... (la suite comme au projet)".

.../...

Article 8.

La phrase liminaire serait mieux rédigée comme suit :

"Dans le même arrêté royal, il est inséré un article 46bis, rédigé comme suit :".

Le 4° du § 1er du nouvel article 46bis, devrait être rédigé comme suit :

"4° dans le chef du propriétaire qui procède à la location-financement, les biens sont portés à l'actif du bilan sous la rubrique III F "Autres immobilisations corporelles" et les redevances et loyers sont portés au compte de résultats dans la subdivision "Résultats d'exploitation".

*

Au § 2 de l'article 46bis nouveau, il y a une discordance entre le texte français qui porte "aux 1° à 3°" et le texte néerlandais qui porte "de 1° en 3°".

*

Au 4° du § 3, il semble que les intentions du Gouvernement ne sont pas de viser le droit d'usage réglé aux articles 625 et suivants du Code civil mais les droits relatifs à l'usage tels qu'ils sont énumérés dans l'article 26

.../...

de l'arrêté royal du 8 octobre 1976. S'il en est ainsi, il est proposé de remplacer l'expression "droits d'usage" par "droits relatifs à l'usage".

Cette observation vaut également pour l'article 10 du projet.

Par ailleurs, il est proposé de rédiger comme suit le 4° du § 3 du nouvel article 46bis :

"4° dans le chef du propriétaire ayant concédé des droits relatifs à l'usage, les immeubles sont portés à l'actif du bilan sous la rubrique III F "Autres immobilisations corporelles" et les redevances et loyers afférents à l'exercice sont portés au compte de résultats dans la subdivision "Résultats d'exploitation".

Article 9.

Afin de pouvoir maintenir la subdivision du n° 3 de l'annexe en a, b et c, ce n° 3 pourrait être remplacé par un n° 3 reprenant le 3, a, du projet et par un n° 3bis reprenant le 3, b, du projet.

Ce 3bis pourrait à son tour être subdivisé en a et b.

Le texte suivant est proposé :

.../...

"Article 9.-

A l'annexe du même arrêté royal, chapitre 1er, 3, annexe, sont apportées les modifications suivantes :

1° Le 3 est remplacé par le texte suivant : "3 ... ".

2° Au 6, alinéa 2 ... (la suite comme au projet)".

Article 10.

La phrase liminaire de cet article devrait être rédigée comme suit :

"A l'annexe du même arrêté royal, chapitre II, "Définitions des rubriques" sont apportées les modifications suivantes : ".

Au 1°, il y a lieu d'ajouter les mots "de l'actif" après les mots "de la rubrique III, E," et de remplacer les mots "est modifiée comme suit" par les mots "est remplacée par le texte suivant".

Le 2° doit être rédigé comme suit :

"2° Dans la rubrique III, F, de l'actif : "Autres immobilisations corporelles", alinéa 1er, les mots "autres que ceux qui sont portés sous le rubrique IV, C, 3" sont remplacés par les mots "tandis que les créances résultant de ces contrats sont portées sous les rubriques IV et VII du bilan".

.../...

Au 4°, il y a lieu d'écrire :

"4° la définition de la rubrique V de l'actif "Créances à plus d'un an" est complétée par la disposition suivante : " ... (la suite comme au projet)".

Au 5°, il y a lieu d'écrire :

"5° la définition de la rubrique III, C, du passif "Réserves immunisées" est complétée par la disposition suivante : "... (la suite comme au projet)".

Dans le texte proposé du 5°, il y a lieu de remplacer les mots "les amortissements actés ..." par les mots "les amortissements comptabilisés ...".

Au 7°, il y a lieu d'écrire :

"7° Dans la section 2 "Comptes de résultats", les définitions des rubriques III, A, 1, "Reprises d'amortissements" et III, A, 2, "Reprises de réductions de valeur" sont remplacées par les textes suivants :".

*

Dans les nouvelles définitions, les mots "actés" et "actées" sont remplacés par les mots "comptabilisés" et "comptabilisées".

AANHEF.

Voorgesteld wordt het eerste en het tweede lid als volgt te redigeren :

"Gelet op de wet van 17 juli 1975 met betrekking tot de boekhouding en de jaarrekeningen van de ondernemingen, inzonderheid op de artikelen 4, zesde lid, 7, vierde lid, 10 en 11, tweede lid;

Gelet op het koninklijk besluit ... (zoals in het ontwerp)".

ONDERZOEK VAN DE ARTIKELEN.

Artikel 1.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Artikel 1.-

In artikel 7 van het koninklijk besluit van 8 oktober 1976 met betrekking tot de jaarrekening van de ondernemingen wordt tussen het eerste en het tweede lid de volgende bepaling ingevoegd :

"De posten waarin het in het eerste lid bedoelde schema voorziet mogen worden weggelaten als ze zonder voorwerp zijn".

Artikel 2.

De in artikel 14 van het koninklijk besluit van 8 oktober 1976 in te voegen tekst zou de twee gevallen waaraan gedacht is duidelijker moeten laten uitkomen.

.../...

Voorgesteld wordt de tekst als volgt te redigeren :

"Artikel 2.-

In artikel 14 van hetzelfde koninklijk besluit worden de woorden "of welke de onderneming hetzij voor rekening van derden, hetzij ten bate en op risico van derden, uit anderen hoofde onder zich houdt" ingevoegd tussen de woorden "in consignatie of in bewerking zijn gegeven" en het woord "evenals".

Artikel 3.

De inleidende volzin zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"Artikel 20 van hetzelfde koninklijk besluit wordt met de volgende bepaling aangevuld :".

In het nieuwe derde lid van artikel 20 vervange men in de Franse tekst de woorden "incorporées dans" door "représentées par".

De term "effecten" lijkt niet in overeenstemming te zijn met de bedoeling van de Regering.

Worden alleen de obligaties bedoeld, met uitsluiting van de aandelen, dan kan de tekst als volgt worden geredigeerd :

.../...

"De vorderingen die niet door obligaties zijn vertegenwoordigd, worden in de balans opgenomen voor hun nominale waarde ... (voorts zoals in het ontwerp) ...".

Artikel 5.

Voorgesteld wordt de inleidende volzin als volgt te redigeren :

"Artikel 29 van hetzelfde besluit wordt met de volgende bepaling aangevuld :

"§ 3. (zoals in het ontwerp)".

Artikel 6.

De inleidende volzin zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"In artikel 33, eerste lid, van de Nederlandse tekst van hetzelfde besluit worden de woorden "... (voorts zoals in het ontwerp)".

Artikel 7.

Voorgesteld wordt de inleidende volzin als volgt te redigeren :

"Artikel 46 van hetzelfde besluit wordt met de volgende bepaling aangevuld : "... (voorts zoals in het ontwerp)".

Artikel 8.

De inleidende volzin kan beter als volgt worden geredigeerd :

"In hetzelfde koninklijk besluit wordt een artikel 46bis ingevoegd, luidend als volgt :".

De tekst onder 4° van § 1 van het nieuwe artikel 46bis zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"4° worden, wat de eigenaar die de huurfinanciering verricht aangaat, de goederen op het actief van de balans geboekt in de rubriek III F "Andere materiële vaste activa" en de vergoedingen en huurgelden op de resultatenrekening in de onderafdeling "Bedrijfsresultaten".

*

In § 2 van het nieuwe artikel 46bis is er verschil tussen de Nederlandse tekst die zegt "de 1° en 3°" en de Franse waarin staat "aux 1° à 3°".

*

.../...

In de tekst onder 4° van § 3 lijkt de bedoeling van de Regering niet te zijn, te verwijzen naar het recht van gebruik zoals dat geregeld is in de artikelen 625 en volgende van het Burgerlijk Wetboek, maar naar de rechten betreffende het gebruik zoals die zijn genoemd in artikel 26 van het koninklijk besluit van 8 oktober 1976. Is dat zo, dan vervange men het woord "gebruiksrechten" door "rechten betreffende het gebruik".

Deze opmerking geldt ook voor artikel 10 van het ontwerp.

Voorts wordt voorgesteld 4° van § 3 van het nieuwe artikel 46bis als volgt te redigeren :

"4° worden, wat de eigenaar die de rechten betreffende het gebruik heeft verleend aangaat, de onroerende goederen op het actief van de balans geboekt in de rubriek III F "Andere materiële vaste activa" en de vergoedingen en huurgelden die op het boekjaar betrekking hebben op de resultatenrekening in de onderafdeling "Bedrijfsresultaten".

Artikel 9.

Opdat de onderverdeling van nr. 3 van de toelichting in a, b en c kan worden behouden, zou dit nr. 3 kunnen worden vervangen door een nr. 3

.../...

waarin 3, a, van het ontwerp, en een nr. 3bis waarin 3, b, van het ontwerp wordt opgenomen.

3bis zou op zijn beurt in a en b onderverdeeld kunnen worden.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Artikel 9.-

In de bijlage bij hetzelfde koninklijk besluit, hoofdstuk I, 3, toelichting, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° De tekst onder 3 wordt door de volgende tekst vervangen : "3 ...".

2° In de tekst onder 6, tweede lid, ... (voorts zoals in het ontwerp)".

Artikel 10.

De inleidende volzin van dit artikel zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"In de bijlage bij hetzelfde koninklijk besluit, hoofdstuk II, "Omschrijving van de rubrieken" worden de volgende wijzigingen aangebracht :".

Onder 1° moeten de woorden "van het actief" worden ingevoegd na de woorden "van de rubriek III, E," en moeten de woorden "wordt als volgt gewijzigd" wor-

den vervangen door de woorden "wordt door de volgende tekst vervangen".

2° moet als volgt worden geredigeerd :

"2° In de rubriek III, F, van het actief : "Andere materiële vaste activa", eerste lid, worden de woorden "andere dan die welke vermeld moeten worden in de onderrubriek IV, C, 3" vervangen door de woorden "terwijl de uit deze contracten voortvloeiende vorderingen worden geboekt in de rubrieken IV en VII van de balans".

Onder 4° dient te worden gelezen :

"4° de omschrijving van rubriek V van het actief "Vorderingen op langer dan een jaar" wordt met de volgende bepaling aangevuld : "... (voorts zoals in het ontwerp)".

Onder 5° dient te worden gelezen :

"5° de omschrijving van rubriek III, C, van het passief "Vrijgestelde reserves" wordt met de volgende bepaling aangevuld : "... (voorts zoals in het ontwerp)".

In de Franse tekst die voor 5° is voorgesteld, moeten de woorden "les amortissements actés ..." worden vervangen door "les amortissements comptabilisés ...".

.../...

Onder 7° moet worden gelezen :

"7° In afdeling 2 "Resultatenrekening", worden de omschrijvingen van de rubrieken III, A, 1, "Terugneming van afschrijvingen"en III, A, 2, "Terugneming van waardeverminderingen" door de volgende teksten vervangen :".

*

In de Franse tekst van die nieuwe omschrijvingen moeten de woorden "actés" en "actées" worden vervangen door "comptabilisés" en "comptabilisées".

La chambre était composée de

Messieurs : J. MASQUELIN, président,
de Heren : voorzitter,

H. ROUSSEAU, conseillers d'Etat,
Ch. HUBERLANT, staatsraden,

P. DE VISSCHER, assesseurs de la section de législation,

C. DESCHAMPS, bijzitters van de afdeling wetgeving,

Madame : J. TRUYENS, greffier,
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. MASQUELIN.

Le rapport a été présenté par M. G. PIQUET, premier auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

J. TRUYENS.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. MASQUELIN.

Het verslag werd uitgabracht door de H. G. PIQUET, eerste auditeur.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. MASQUELIN.